

tives et dans leurs engagements politiques, d'un principe nouveau, soit que chaque pays devrait se voir attribuer dans les décisions une part à la mesure de ses contributions. C'est là la genèse d'un nouveau concept international, celui de puissance moyenne. Certes, la conjoncture était très particulière. La scène mondiale était dépeuplée. Les puissances de l'Axe étaient complètement écrasées. L'Europe était en plein désarroi. L'Asie et l'Afrique amorçaient à peine leur marche vers l'indépendance. Les paramètres de la guerre froide étaient encore incertains. Les États-Unis étaient à l'état d'apprentissage dans leur rôle de leader du monde occidental. Bref, tout concourait à faire du Canada la cheville indispensable entre l'ancien et le nouveau monde, entre les pays développés et ceux en voie de développement. Aux Nations unies comme au sein du nouveau Commonwealth, et aussi dans la constitution d'une nouvelle alliance occidentale pour endiguer l'avance soviétique en Europe, le Canada se tailla un rôle actif et important. La nomination de l'agent de carrière L.B. Pearson au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, en 1948, vint confirmer la volonté bien arrêtée du Canada de mener une politique étrangère militante. S'il est vrai qu'au sortir de la guerre le Canada se retrouvait au nombre des Alliés les plus puissants, tant sur le plan économique que militaire, il reste que son influence nouvelle était considérablement rehaussée par le professionnalisme et l'esprit d'initiative des membres de son service extérieur.

Nous n'avons pas l'intention de refaire ici le bilan des contributions du Canada à la paix et à la stabilité internationales au cours de la première dizaine d'années de l'après-guerre. Qu'il nous suffise d'observer que, lorsque le prix Nobel de la paix a été attribué à Lester B. Pearson en 1957, en reconnaissance de la part prise par le Canada dans le règlement de la crise de Suez de 1956 grâce à la création de la Force d'urgence des Nations unies, beaucoup y ont vu le digne couronnement d'une décennie de travail dévoué aux Nations unies, à l'OTAN et ailleurs, dans un monde hanté par le spectre de la destruction. Nous ne voulons pas insinuer par là que la politique étrangère du Canada a été moins militante au cours des années 60. Cependant, à mesure que la scène mondiale se peuple de nouveaux acteurs et que se manifestent de nouveaux problèmes, de nouvelles définitions et de nouvelles tendances, les occasions pour le Canada d'apporter des contributions distinctes prennent un nouvel aspect. Le Canada participait toujours activement aux opérations de maintien de la paix des Nations unies, qui débordaient désormais le cadre du Moyen-Orient pour s'étendre au Congo et à Chypre. L'Afrique du Sud s'est vue forcée de quitter le Commonwealth, ce qui vint confirmer à la satisfaction du Canada le caractère multiracial de cette organisation. Enfin, le Canada a poursuivi ses efforts en faveur du désarmement. Pourtant, le cercle des puissances nucléaires s'élargissait au lieu de se rétrécir, et le monde a clairement démontré qu'il était peu disposé à abandonner le principe de l'État-nation comme élément de base de son organisation politique. Le concept de communauté de l'Atlantique Nord n'était plus qu'un souvenir, tout comme